Tout comme chaque député a le droit de siéger à la Chambre, il a le droit d'assister aux réunions de tout comité de la Chambre. Si ce droit ne nous est pas accordé, alors je soutiens fermement, monsieur le Président, que le simple député se voit privé des pouvoirs que lui confère son élection à la Chambre. C'est effectivement cet aspect des délibérations d'un comité qui est le plus contestable, à mon avis, en dépit des intentions des membres du comité dans le cas qui nous occupe, qui étaient certainement bonnes, si j'en juge d'après l'envergure des députés qui y siègent. Malgré ces bonnes intentions, le comité permanent des élections, des privilèges et de la procédure devrait se pencher sur cette procédure pour éviter qu'à l'avenir un comité de la Chambre refuse directement ou indirectement à un député le droit d'assister à toute séance de comité.

Voici les quelques commentaires que je tenais à formuler. Ils sont importants à mon avis puisqu'ils concernent les droits de tous les députés de la Chambre, quelle que soit leur affiliation politique. Ces remarques ne visent ni à appuyer ni à contester la proposition soumise au comité par le député de Peterborough; nous aurons d'autres occasions d'en débattre. Je les ai faites pour exprimer l'opinion voulant que tous les députés de la Chambre doivent avoir le droit de participer à toute procédure de la Chambre, et notamment d'assister aux délibérations d'un comité parlementaire.

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, je voudrais faire quelques observations en tant que membre du comité permanent des affaires émanant des députés et aussi de membre du comité spécial sur la réforme de la Chambre des communes qui a recommandé ce processus. Si je comprends bien l'objection principale du député de Peterborough (M. Domm), c'est que le comité a porté atteinte au pouvoir de la Chambre des communes de renvoyer des questions au comité. C'est la substance du paragraphe 96(1) du Règlement qu'il a mentionné. Je voudrais parler d'abord de cela.

La décision du comité quant aux questions à choisir, parmi les 20 soumises, pour faire l'objet d'un vote ne modifie en rien, à mon avis, ni en théorie ni en pratique, le pouvoir de la Chambre des communes de renvoyer des questions à des comités. Nous n'avons pas écarté la motion du député parce que nous pensions que la Chambre n'avait pas ce pouvoir. Nous devons, entre autres, étudier cette motion. Nous étions d'avis qu'en raison même des réformes que le député a citées, et qui résultent du comité McGrath, les comités avaient maintenant le pouvoir de faire des choses que, auparavant, ils ne pouvaient faire qu'à la demande de la Chambre. C'est pourquoi je déclare au député que lorsqu'il invoque les réformes McGrath il n'est pas tout à fait exact. C'est précisément en raison de ces réformes que le comité permanent de la justice et du solliciteur général a le pouvoir de faire ce qu'on lui aurait demandé de faire si la motion du député avait été une motion à mettre aux voix et si elle avait été adoptée par la Chambre.

Privilège—M. Domm

Une des questions que le comité doit envisager, et sur laquelle nous n'avons jamais fait mystère, c'est que seuls quelques sujets peuvent faire l'objet d'un vote à la Chambre. C'est un critère, un critère public connu de tous les députés, c'est à dire qu'on se pose donc la question: ce sujet peut-il venir devant la Chambre d'une autre façon? Y a-t-il un autre moyen pour qu'un comité ou la Chambre elle-même étudie ce sujet?

C'est certainement le cas de ce qui aurait été le résultat de l'adoption par la Chambre de la motion du député. Le sujet peut être étudié de diverses autres façons par le comité de la justice.

• (1610)

À mon avis, monsieur le Président, l'argument du député au sujet du paragraphe 96(1) du Règlement n'est pas valable. La Chambre conserve le pouvoir d'agir ainsi. Le comité permanent des affaires émanant des députés conserve le pouvoir de choisir une telle motion, s'il estime devoir le faire dans d'autres circonstances. Par conséquent, aucun principe n'a été ébranlé.

On a mentionné un certain nombre d'autres choses et, si la présidence y consent, j'aimerais en dire un mot. On a signalé que les députés dont l'affaire n'a pas été choisie comme pouvant faire l'objet d'un vote, ou dans le cas du député de Glegg—Prescott—Russell (M. Boudria) dont l'affaire l'a été, n'en ont pas été informés avant qu'elle soit déposée à la Chambre. Je ne me souviens pas que quelqu'un se soit plaint de ce genre de chose la dernière fois que les députés ont pris connaissance des affaires qui avaient été choisies lorsque le rapport fut déposé à la Chambre. Que je sache, le comité n'est pas du tout obligé de prévenir d'avance les députés du sort de leurs projets de loi. C'est la raison d'être du rapport à la Chambre. C'est à ce moment-là que les députés l'apprennent.

Quant aux réunions à huis clos, je reconnais qu'il s'agit là d'une procédure exceptionnelle. À ma connaissance, pas un seul député n'a demandé à assister à ces réunions à huis clos. Il se prend bien des décisions dans l'enceinte du Parlement, peut-être pas des décisions du comité, mais aux dernières étapes de la rédaction d'un rapport, le comité se réunit à huis clos, et c'est là la procédure ordinaire. C'est essentiellement ce que nous faisons lorsque, après avoir entendu tous les députés, nous mettons à la tâche de décider ce que sera notre rapport définitif.

Étant de ceux qui ont participé à la réforme, je vous dis que ce système sera un échec sans réunions à huis clos. D'autres pourront soutenir que c'est déjà un échec, et c'est de bonne guerre. Cependant, monsieur le Président, ce sera un échec s'il n'y a pas possibilité de réunion à huis clos. Je trouve malheureux que certains députés n'aient pas respecté le jugement du comité. Le député de Peterborough a une opinion bien ancrée là-dessus, mais je pense qu'il a rendu un bien mauvais service à la tentative de réforme et aux initiatives parlementaires en abordant la chose de cette façon.